

LES FINANCES

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT ENVERS LES COMPAGNIES DE PLACEMENT

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je remercie le premier ministre de sa réponse. Puis-je m'adresser cette fois au ministre des Finances? Entre-temps, est-il prêt à préciser que le gouvernement s'en tiendra fermement aux dispositions de son projet de loi sur les compagnies de placements qui est à l'étude à l'autre endroit?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le projet de loi sur les compagnies de placements a été présenté à l'autre endroit intentionnellement afin que les sénateurs puissent tenir des séances du comité. Par suite de ces réunions, on propose d'apporter certains changements au bill. On étudie ces changements avec soin et ils n'affaibliront aucunement la législation. Ils parent à certains inconvénients et à certaines contradictions de la mesure. Certains des changements seront très utiles. Évidemment, le gouvernement étudiera la mesure qui sera adoptée par l'autre endroit. S'il n'est pas d'accord, alors évidemment il s'y opposera. Je dirai que le surintendant des assurances m'a consulté au sujet de certains changements et il a semblé les juger très pertinents.

LE BUDGET

TORONTO—LA POSSIBILITÉ D'UNE FUITE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): J'ai une question à poser au ministre des Finances sur un sujet à peu près semblable. Puisque des maisons d'affaires de Toronto ont reçu des données détaillées sur le budget mercredi, tôt le matin, de la Clarkson Gordon Company, le ministre dira-t-il si c'est là un autre cas de fuite budgétaire ou bien d'un meilleur service postal?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la distribution des documents budgétaires, nous n'avons pas recours au service postal.

M. Bell: Je ne vous en blâme pas.

Une voix: Un grand nombre de Canadiens non plus.

L'hon. M. Benson: Les bureaux de la Banque du Canada dans tout le pays ont reçu des paquets scellés de copies du budget, qui ont été distribués le soir du discours budgétaire.

[Le très hon. M. Trudeau.]

Certaines firmes de comptabilité et des études d'avocat en prennent livraison ce soir-là et procèdent à une analyse. Je puis assurer à mon honorable ami qu'à ma connaissance, il n'y a eu aucune fuite budgétaire.

LES POSTES

LE VOL D'OBLIGATIONS

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): J'ai une question à poser au solliciteur général. Peut-il nous dire si un détachement a été lancé à la poursuite des quatre bandits qui hier ont soulagé notre service postal si lent d'obligations d'une valeur de \$100,000? Les bandits ont-ils été appréhendés et a-t-on récupéré les valeurs?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Non, monsieur l'Orateur.

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le solliciteur général songera-t-il à former un détachement commandé par le député d'Hillsborough?

L'hon. M. McIlraith: Oui, monsieur l'Orateur.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LES REMBOURSEMENTS

M. A. D. Hales (Wellington): Ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Les remboursements d'impôt sur le revenu, si importants pour bien des Canadiens, sont-ils envoyés à la date prévue ou y a-t-il retard ou accumulation?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre du Revenu national): Il n'y a pas de retard en ce qui nous concerne. Le service a été plus rapide que jamais cette année. Si le député songe à un cas en particulier, je le prierais de m'en faire part, car il se pourrait que le retard soit dû à une erreur dans la déclaration.

LE SURSIS AUX AGRICULTEURS DE L'OUEST

M. John. L. Skoberg (Moose Jaw): Ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Vu la pénurie aiguë d'argent en espèces dont souffre l'économie agricole de l'Ouest actuellement, le ministre accordera-t-il un sursis aux agriculteurs et aux petites entreprises commerciales des régions rurales pour payer leur impôt sur le revenu?